

## Ces lauréats marocains qui ne daignent pas rentrer de l'étranger

■ Partis faire leurs études supérieures à l'étranger, des milliers de lauréats refusent le retour immédiat au pays. Ils veulent acquérir d'abord une solide expérience professionnelle.

■ Le retour, pour une grande majorité de lauréats, est inscrit dans leur projet d'avenir. Mais pour un salaire meilleur ou pour fonder leur propre entreprise.

■ Une enquête réalisée en 2006 révèle que, pour de nombreux lauréats, retourner au Maroc est une aventure risquée.



empruntent le chemin de l'Hexagone. En 2010, à titre d'exemple, ils étaient 30 300 étudiants marocains (sur 254 000, toutes nationalités confondues), soit la première communauté d'étudiants étrangers en France, devant les Chinois et les Algériens. Combien d'entre eux décident de rentrer au pays après la fin de leurs études ? Aucune enquête pour savoir leur nombre exact, mais il est certain qu'ils se comptent par dizaines de milliers. La seule enquête sérieuse sur la trajectoire des diplômés marocains de l'étranger a été réalisée en 2006 par l'association Maroc Entrepreneurs. Elle a été focalisée notamment sur la problématique du retour au Maroc. Elle nous donne un éclairage assez intéressant sur le nombre approximatif de ceux qui veulent retourner, mais aussi et surtout, sur les raisons qui incitent

**LES LAURÉATS QUI RESTENT LONGTEMPS, 10 ANS ET PLUS, À L'ÉTRANGER, AYANT ACQUIS UNE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE ET AYANT ATTEINT UN NIVEAU DE VIE RESPECTABLE, NE PENSENT PLUS AU RETOUR AU PAYS. DÉJÀ LEURS COMPÉTENCES SONT SI POINTUES DANS LEUR DOMAINE ET LEUR NIVEAU DE SALAIRE SI ÉLEVÉ QU'ILS N'IMAGINENT PAS TROUVER DES OPPORTUNITÉS AUSSI INTÉRESSANTES AU MAROC**

ces jeunes, pour la plupart diplômés de grandes écoles françaises, à préférer rester en France. Huit ans nous séparent de cette enquête, mais ses résultats restent toujours d'actualité. Cette enquête révèle que la majorité, soit 88% des 1 823 personnes sondées, préfèrent rentrer. Seulement 36,4% des 335 personnes sondées revenues au pays, d'après la même enquête, l'ont fait immédiatement après les études.

Le plus important pour nous dans ce sondage, ce sont les raisons qui poussent ces jeunes, certains bardés de diplômes, à rester dans le pays où ils ont étudié. Les témoignages que nous avons recueillis confortent plus ou moins cette tendance. Certains ne veulent pas rentrer au pays immédiatement après l'obtention du diplôme le temps d'acquérir une première expérience pro-

fessionnelle et enrichir leur CV. Mais ils ne conçoivent stratégiquement leur avenir que dans leur pays, ils y sont, sentimentalement, fort attachés. D'autres ont inscrit leur projet d'avenir à l'étranger, ils sont convaincus qu'ils y trouvent toutes les opportunités pour avancer dans leur carrière, mieux s'épanouir, et mieux réussir. En plus de la liberté et l'affranchissement des traditions qu'ils estiment rétrogrades et conservatrices du Maroc, et que le pays étranger le leur permet.

**Adil est parti très jeune aux Etats-Unis, il ne compte plus retourner au pays pour y travailler**

Commençons par les Etats-Unis, même s'ils n'accueillent pas autant d'étudiants que la France. Adil a 18 ans quand il débarque en 2001 à Marquette, une petite ville de 20 000 habitants située dans l'Etat du Michigan. Il fait l'Ecole supérieure Michigan Technology, dans la ville de Houghton, pour des études d'ingénierie en informatique. Puis un master dans le même domaine, tout en travaillant à mi-temps pour gagner sa vie. Rentrer au pays immédiatement après avoir terminé ses études, l'idée ne l'a même pas effleuré, dit-il, tellement il était absorbé par la recherche d'un emploi et la régularisation de sa situation de résident à l'étranger. C'est chose faite. Il habite actuellement à Ann Arbor et travaille comme consultant à Evigia Systems Inc. Il s'y est même marié à une Marocaine résidant aussi aux Etats-Unis, rencontrée via internet. «*J'aime venir dans mon pays comme visiteur car j'aime ma famille, mais y retourner définitivement, je n'y pense pas. Quand je viens à Casablanca, où je suis né et*.../...



.../...

fait mes études jusqu'au bac, je m'y sens tellement dépaysé par la circulation anarchique, par la mentalité des gens... Trouver une situation professionnelle meilleure qu'ici, en Amérique, je ne crois pas», tranche Adil. Logique, il est parti très jeune, ses débuts étaient difficiles, mais au fil du temps il s'est adapté aux habitudes, à la mentalité et à la rigueur américaines. Sa sœur, KENZA, elle, a fait le chemin inverse.

Elle part à Boston, en 2010, rejoindre son fiancé marocain, mais après un cursus de cinq ans à l'Université Al Akhawayn, et une première expérience professionnelle au Maroc. Elle est allée vivre carrément aux États-Unis, le retour au pays ne se pose pas pour le moment. Nawfal, son époux, est parti à 17 ans en 1999, après son bac au Maroc. 15 ans plus tard, revenir au pays serait, dit-il, «une pure folie». Après des études à l'université, il a acquis suffisamment de notions en management dans le domaine du sport devenant ainsi coach dans un club de tennis à Boston. Ses compétences et son savoir-faire en la matière lui permettent de gagner confortablement sa vie. Il compte même acheter une maison dans un quartier huppé de la ville. «Les conditions où j'évolue ici aux États-Unis sont impossibles à trouver au Maroc. Je n'ai jamais regretté d'être venu», confie-t-il.

L'enquête de Maroc Entrepreneurs l'a d'ailleurs bien souligné : les lauréats qui restent longtemps, 10 ans et plus, à l'étranger, ayant acquis une expérience professionnelle et ayant atteint un niveau de vie respectable, ne pensent plus au retour au pays. Déjà leurs compétences sont si pointues dans leur domaine et leur niveau de salaire si élevé qu'ils imaginent ne pas trouver des opportunités aussi intéressantes au Maroc.

La même enquête révèle, témoignages à l'appui, une autre vérité : les lauréats de l'étranger refusent généralement de commencer leur carrière au Maroc, car ils ne sont pas aussi valorisés que ceux qui l'ont fait en France. C'est le cas de ce jeune commercial de 30 ans, vivant actuellement en France, qui déclare : «Après mes études, je suis rentré à Casablanca, et pour un bac+5 on m'a proposé 5 000 DH nets

## Ils ne veulent pas revenir à cause du manque de transparence et de sérieux dans le milieu professionnel et social

L'enquête de Maroc Entrepreneurs sur le grand retour au Maroc, réalisée en ligne sur le site de l'association en 2006, a visé deux cibles : Les Marocains résidant en cette date à l'étranger, et ceux rentrés au pays après une formation et/ou une expérience à l'étranger. 1 823 personnes se sont exprimées pour la première catégorie, 335 pour la seconde. D'après les témoignages recueillis, trois raisons incitent les lauréats marocains des écoles françaises à travailler dans le pays de leurs études plutôt que de tenter l'aventure de rentrer chez eux. Il y a d'abord le manque d'information sur les opportunités d'emploi et l'environnement économique, il y a ensuite le manque de transparence et de sérieux dans le milieu professionnel marocain. Troisième raison : les problèmes sociaux. Pour ne parler que de la seconde raison, les sondés accusent :

**des services de ressources humaines, en général peu performants** : peu de transparence dans le processus de recrutement, basé sur les relations personnelles et le milieu social. Les Marocains de l'étranger souhaitent que le recrutement soit davantage basé sur les compétences.

**Un parcours professionnel souvent parsemé d'embûches** : manque de confiance des entreprises à l'égard des jeunes diplômés, souvent assignés à des projets à faible responsabilité. Pour les sondés, la méritocratie fait valeur d'exception dans les entreprises marocaines.

**Des niveaux de rémunération globalement insuffisants** : Des salaires jugés très bas aussi bien dans le public que dans le privé.

Sur le plan social, les sondés préfèrent rester à l'étranger à cause du fléau de la corruption, des piliers de développement encore fragiles et un environnement social peu épanouissant. Sur ce dernier point, les sondés décrivent l'environnement au Maroc comme souffrant d'un manque réel de divertissements (équipements sportifs, événements culturels...) pour toutes les tranches d'âge, d'un manque d'éducation civique pour une partie de la population, d'un manque de propreté des voies et des espaces publics et du non-respect du code de la route, ou encore des comportements peu respectueux. Les femmes en particulier souffrent plus de ces mauvais comportements.

pour un poste très intéressant... Je n'exclus pas l'idée du retour de nouveau, mais pas dans les conditions d'un jeune diplômé car hélas on n'a pas beaucoup de considération».

**Houria de Bruxelles veut rentrer, mais pour créer sa propre entreprise**

Autre direction, la Belgique. Houria G. a fait de brillantes études en ressources humaines à l'Université Libre de Bruxelles. Retourner à Béni-Mellal où réside sa famille juste après la fin de ses études en 2000 ne l'a pas du tout tentée. Elle avait à peine pris goût à la liberté et ne veut pas la perdre aussi rapidement. Ainsi a-t-elle décidé de rester encore quelques années dans la capitale européenne. En 2005, elle est déjà cadre au siège d'Alcatel dans la même ville. Mais elle ne compte pas s'y éterniser. Elle est très attachée à son pays où elle veut un jour être utile. Son rêve est de rentrer à Casablanca ou à Rabat, non pas comme salariée, mais pour créer un cabinet en ressources humaines.

Cette tendance est aussi confirmée par l'enquête

**EN 2010, À TITRE D'EXEMPLE, ILS ÉTAIENT 30 300 ÉTUDIANTS MAROCAINS SUR 254 000 TOUTES NATIONALITÉS CONFONDUES, SOIT LA PREMIÈRE COMMUNAUTÉ D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS EN FRANCE, DEVANT LES CHINOIS ET LES ALGÉRIENS**

précitée : 45% des lauréats souhaiteraient s'installer au Maroc dans le but de créer leur propre entreprise. En général, les lauréats marocains en Europe ressentent une nostalgie et un attachement tellement forts à l'égard de leur pays qu'ils n'écartent pas l'hypothèse du retour définitif comme Houria de

Bruxelles. Mais c'est le cas aussi de Hind K., partie étudier en France. Elle fait partie de ceux qui reportent à plus tard leur retour au pays, en tout cas pas avant d'avoir obtenu la nationalité française, et, surtout, pas avant d'avoir acquis une solide expérience professionnelle. C'est le cheminement de milliers de Marocains baignant dans le système français au Maroc. Après son bac en 2005, la voilà à l'école Polytech d'Orléans. Elle est ingénieur au bout de cinq ans, puis réussit un master en génie civil décroché à Ponts et Chaussées de Paris. Si elle n'envisage pas de retourner au pays juste après l'obtention de ses diplômes, elle a inscrit le retour comme éventualité probable. Pour elle, il faut travailler d'abord, être indépendante, et évoluer sur le plan professionnel. Elle intègre alors RFR, un grand bureau d'études parisien comme ingénieur d'études. «Elle ne gagne pas une fortune, mais son salaire lui permet de vivre convenablement», avoue Mohamed, son père, ingénieur de son état comme sa fille. C'est ce qu'elle veut en tout cas, ajoute-t-il. «J'en

connais beaucoup comme ma fille, tellement gravités par leur pays qu'ils n'imaginent pas s'installer définitivement en France. Un ingénieur génie civil avec un CV aussi riche, crise ou pas, ne chômera jamais au Maroc», conclut-il en connaissance de cause.

Lui, c'est une autre histoire, appartenant à une autre époque, celle des années 70 du siècle dernier. Lauréat de l'école de l'aéronautique de Toulouse, il rentre immédiatement dans son pays. «Nous étions son espoir. Quasiment tous les ingénieurs et les lauréats des autres facultés et écoles que je connais sont rentrés dès la fin de leurs études. Le Maroc avait tellement besoin de cadres. La génération actuelle n'a pas la même réflexion et les mêmes préoccupations que la nôtre», indique notre bonhomme. A cette époque, en effet, le chemin était balisé pour ceux qui ont fait leurs études supérieures à l'étranger (et même au Maroc). «La France était pour les études, le Maroc pour le travail», nuance Mohamed. Il n'y avait pas d'ingénieurs mal payés, ni de médecins, pharmaciens, architectes ou avocats.

Un autre atout qui manque à la génération actuelle : les frontières étaient ouvertes, et la contrainte du visa pour se rendre en Europe n'existait pas. Aujourd'hui, les lauréats marocains en France veulent rester encore quelques années, ne serait-ce que pour avoir la nationalité et éviter, ainsi, les tracasseries de visa lors de chaque déplacement. C'est le cas de Wiâm D., partie étudier, elle, à Lille, en 2006. Après les prépas, elle fait l'École centrale de cette ville. Cinq ans après, elle est ingénieur génie civil. Comme Hind, elle fait en plus un master, en anglais, dans le même domaine. Après, ça sera un stage de fin d'études à Toulouse avec une grande entreprise de bâtiment. Elle y est embauchée avec un CDI six mois plus tard. Retourner au pays n'est pas dans son agenda actuel. «Plus tard peut-être, quand j'aurai les idées plus claires sur les opportunités offertes dans mon pays», avance-t-elle d'emblée. Elle ne manque pas d'informations sur l'environnement économique marocain, mais pour elle aussi, elle n'entrevoit son retour que pour créer sa propre entreprise ■

JAOUAD MDIDECH